

Georg Lukács

Crises gouvernementales.

1920

Traduction de Jean-Pierre Morbois

Replié à Vienne, Lukács commente l'actualité au jour le jour par de brefs articles dans le journal de son parti.

GEORG LUKÁCS : CRISES GOUVERNEMENTALES.



Georg Lukács

Ce texte est la traduction de l'essai de Georg Lukács :
Regierungskrisen (1920).

Il occupe les pages 26 à 32 du recueil *Revolution und Gegenrevolution, Politische Aufsätze II* [Révolution et Contrerévolution, Essais politiques II.] (Sammlung Luchterhand, Darmstadt & Neuwied, 1975).

Il a été publié à l'origine en hongrois sous le titre : *Kormányválságok* dans *Proletár*, première année, du 08/07/1920, pp. 5-6, revue du PCH éditée à Vienne de 1920 à 1922.

Il était jusqu'à présent inédit en français.

Toutes les notes de bas de page et les annexes sont du traducteur.

Crises gouvernementales.

Les dernières semaines, partout en Europe centrale, ont été placées sous le signe des crises gouvernementales. Les crises gouvernementales ont éclaté les unes après les autres – en partie après des élections (comme en Tchécoslovaquie et en Allemagne), en partie indépendamment de cela (comme en Hongrie, Pologne, Autriche, et en Italie) – sans que nulle part une solution, une « issue » ait pu être trouvée. À la différence des crises gouvernementales ordinaires, normales, toutes ces crises ont un trait commun, qui est en même temps la cause immédiate de leur insolubilité, *celui qu'aucun des partis considérés ne veut prendre en charge le gouvernement*. Alors qu'habituellement, les confusions au parlement éclataient parce que tous les partis voulaient dominer, le grave problème aujourd'hui – vu sous l'angle parlementaire – est que tous sont horrifiés à l'idée de prendre en charge le gouvernement. C'est en Allemagne que cette situation est la plus évidente. Les élections ont représenté pour la coalition gouvernant jusqu'ici une veste sévère. Leur majorité était devenue si faible qu'elle ne pouvait constituer une coalition capable d'agir qu'au prix d'un élargissement vers la droite ou vers la gauche. La possibilité d'une orientation à gauche a échoué, mais pas seulement pour cela, parce que cela ne convenait plus trop aux socialistes indépendants¹ de participer à une coalition avec la bourgeoisie, mais aussi parce que les socialistes majoritaires avaient également peur d'une coalition et voulaient, même si ce n'était pas

¹ USPD : Parti issu début 1917 d'une scission de la fraction de gauche du SPD opposée au soutien à la guerre.

en actes, apparaître tout au moins comme révolutionnaires en paroles. Mais même les partis extrémistes de droite, les représentants des Junkers et de l'industrie lourde s'efforcent d'échapper à la constitution d'un gouvernement. Et le parti des petits bourgeois, les démocrates, conditionnent leur participation à celle des sociaux-démocrates. C'est dans ces circonstances qu'a été formé le gouvernement allemand.² Chaque parti attend tout simplement le moment de trouver un prétexte convenable pour quitter le gouvernement – et tous les partis plus forts attendent la bonne occasion pour pouvoir prendre le pouvoir avec les classes sociales qui les soutiennent.

La situation en Italie ne semblait pas être moins complexe. Il y avait là dans les partis, chez les socialistes et dans le « Parti populaire » (un parti clérical de petits-bourgeois et de paysans) qui soutenaient le cabinet Nitti,³ une forte résistance à la participation au gouvernement. Tandis que chez les socialistes, l'aile droite réformiste (Turati-Treves)⁴ serait prête à prendre part à une coalition et à accomplir un travail « positif », une fraction du Parti Populaire, celle qui représente les paysans sans terre (ceux qu'on appelle les « bolcheviks noirs ») a peur que le sol se dérobe sous ses pieds s'il soutient un gouvernement qui ne réalise pas rapidement la réforme agraire. Il soutient provisoirement le « grand

² Voir en annexe les résultats du renouvellement du Reichstag.

³ Francesco Saverio Nitti (1868-1953), homme politique Italien du parti radical historique, président du conseil du 23 juin 1919 au 15 juin 1920.

⁴ Filippo Turati (1857-1932) homme politique socialiste italien. Claudio Treves (1869-1933).

cabinet » de Giolitti,⁵ et Turati & Co, avec le reste du Parti, rongent le pain dur de l'opposition, mais combien de temps va durer le soutien du Parti Populaire dans une coalition incapable de mettre en place d'authentiques réformes, et cela en vaut-il la peine, seuls les paysans italiens peuvent le dire.⁶

En Autriche, la situation est la même. Les sociaux-démocrates veulent transférer la responsabilité à la majorité bourgeoise, et inversement. Tous veulent éviter d'avoir à résoudre la crise.

Toutefois, l'attitude des partis bourgeois est dans l'ensemble plus unitaire et plus focalisée sur ses objectifs que celle des sociaux-démocrates. Leurs stratégies s'orientent, soit vers la collaboration avec tous les partis représentés au parlement (éventuellement sous la forme d'un « grand cabinet ») ou sur l'administration des « spécialistes ». Les deux types de solutions sont déjà bien connues depuis longtemps – seule leur fonction est nouvelle. Jusqu'à présent, elles apparaissaient presque toujours lorsqu'on ne pouvait pas résoudre la crise parlementaire ou quand les intérêts communs des classes oppresseuses étaient affectés dans une mesure telle qu'elles écartaient provisoirement, à l'instant du danger, tout ce qui les séparait les unes des autres, et s'unissaient dans la défense commune des fondements du régime (par exemple pendant la guerre, la situation est analogue aujourd'hui en Pologne.) Aujourd'hui, les deux solutions signifient quelque chose d'autre. L'administration des

⁵ Giovanni Giolitti (1842-1928), homme d'État italien, président du Conseil à cinq reprises, notamment du 15 juin 1920 au 4 juillet 1921, pour l'Union Libérale.

⁶ Voir en annexe la composition du parlement italien en 1920.

spécialistes, des fonctionnaires représente simplement la dictature de la bourgeoisie, sans que ne tombe le mot de *dictature*. Les spécialistes, les bureaucrates sont en effet pour le moins des représentants aussi conscients des intérêts de la contrerévolution que les politiciens contre-révolutionnaires eux-mêmes. Mais ils peuvent cependant n'apparaître devant les masses non-éclairées que comme des représentants du régime, de l'ordre légal, comme des spécialistes « sans parti », « au-dessus des partis ». (La politique légaliste et démocratique des sociaux-démocrates a beaucoup contribué à ce que cette position puisse, même aujourd'hui, encore être possible. Grâce à eux, l'ancien « ordre légal », l'ancienne organisation bureaucratique est restée en place, ils ont même été ceux qui ont ressuscité son autorité une fois qu'elle eut été déjà détruite.) Et le grand cabinet restreint se différencie des coalitions précédentes en ce qu'il contraint les sociaux-démocrates à un soutien d'un gouvernement bourgeois, sans leur offrir au moins les résultats apparents, démagogiques et trompeurs, qui leur étaient offerts par les coalitions précédentes.

Derrière cette politique – relativement – sûre se cache l'espoir de la bourgeoisie que prochainement, la contre-révolution puisse ouvertement éclater et réussir. Quelle que soit la solution qui se réalise, elle signifie que la social-démocratie devra, avec une impuissance encore plus grande qu'aujourd'hui, voir ou même soutenir les préparatifs d'armement, l'organisation ultime de la contrerévolution ouverte. La contrerévolution n'est pas encore prête à la bataille décisive. Mais elle est déjà trop forte pour offrir au monde ouvrier des concessions, même apparentes. Comme les résultats des élections

allemandes l'ont montré, les masses petites-bourgeoises hésitantes qui, essorées par l'effondrement de la guerre, avaient été poussées vers la social-démocratie, sont maintenant dans son camp. C'est aussi pourquoi la réaction est contrainte, sous la pression de ses propres masses, à se manifester plus résolument afin de conserver ces couches sociales, ce qui n'est possible que par la démonstration de sa force. La première phase de cette manifestation est le cabinet restreint ou l'administration des fonctionnaires. Le mur espagnol de la démocratie montre déjà une fissure. Tant que le temps de la manifestation ouverte n'est pas venu, un nouveau mur espagnol est nécessaire.⁷

Les mêmes causes qui ont contraint les partis parlementaires de la contrerévolution ouverte à se manifester plus résolument accentuent la fluctuation de la social-démocratie. D'un côté, elle-aussi ressent la pression de ses masses qui tendent vers la gauche, vers la lutte de classes immédiate, la révolution, et de l'autre il est impossible de ne pas voir que les beaux jours de la collaboration de classe, de la paix entre les classes, de la démocratie touchent à leur fin, que l'affrontement de la révolution et de la contrerévolution est à la porte. Son mode de pensée petit-bourgeois rend cependant impossible de répondre à la situation révolutionnaire par une action révolutionnaire. *La social-démocratie ne veut pas la poursuite de la révolution, elle ne veut pas la révolution prolétarienne, bien au contraire, elle veut*

⁷ L'Espagne connaît alors le régime de la monarchie constitutionnelle. Mais des grèves insurrectionnelles créent une situation quasi-révolutionnaire. Le coup d'État de Primo de Rivera en 1923 marque la disparition de la monarchie parlementaire.

*protéger les résultats de la révolution bourgeoise. C'est pourquoi sa politique est fluctuante. Elle réagit de façon parlementaire à la pression antiparlementaire, antidémocratique de la contre-révolution. C'est par des méthodes parlementaires qu'elle veut rétablir l'ancien état de choses. (Il en est ainsi en Allemagne, où elle attend, dans l'opposition, de se renforcer à nouveau, ou ainsi en Autriche où elle voit la réticence des partis bourgeois à assumer aujourd'hui le pouvoir et veut néanmoins les y contraindre afin que la coalition existe à nouveau.)*⁸ Elle a peur de se voir confrontée à la contre-révolution qui s'approche. Et le parti social-démocrate va poursuivre cette politique ni froide, ni chaude de telle sorte que la « direction » des masses révolutionnaires reste entre ses mains.

Je crois que l'essence de la crise actuelle est déjà bien visible de par tout ce qui a été dit jusqu'ici. *L'insolubilité de la crise parlementaire au sein du parlement n'est que le reflet de ce que la crise mondiale aujourd'hui dépasse le cadre de ce qui peut être résolu au sein du parlement.* Le parlement, la lutte légale entre les partis, n'est en effet imaginable que tant que les classes sociales, dont les partis sont plus ou moins les représentants conscients, veulent et peuvent régler leur lutte de classes au sein du même ordre social. Dès que cela n'est plus possible, une situation révolutionnaire s'installe : la dictature de classe à visage découvert devient inévitable. L'Europe centrale se rapproche de cette situation, de l'affrontement de la

⁸ Lukács fait état ici des tensions, au sein de la coalition issue des élections en Autriche du printemps 1919, entre le Parti social-démocrate des travailleurs (SDAP) et le parti des chrétiens sociaux (CS), à propos notamment de la constitution.

révolution et de la contrerévolution ; ce combat projette son ombre, comme la crise parlementaire. Mais la crise n'a pas encore atteint une phase véritablement aiguë. Ni la révolution, ni la contrerévolution ne sont préparées au combat décisif. *Nous nous trouvons à un point d'équilibre des forces.* Le putsch de Kapp⁹ a montré que ni la force militaire, ni la puissance organisée du monde ouvrier ne sont suffisamment fortes pour abattre l'autre. Mais elles sont trop fortes pour une collaboration au prix de concessions plus importantes. Il n'y a là aucune issue. *La crise parlementaire actuelle est la crise du parlementarisme.* Tous pressentent que la véritable décision ne peut provenir que de rudes affrontements extraparlimentaires, que de combats de rue, sauf qu'ils rechignent tous – aujourd'hui encore – à utiliser cette arme. Mais cette hésitation rend le parlement « impuissant ». La dialectique marxiste orthodoxe va à nouveau triompher des manœuvres des opportunistes. Tandis que le parlement russe a été dispersé par des soldats révolutionnaires, *les parlements en Europe centrale vont se détruire eux-mêmes : ils appellent eux-mêmes la violence – révolutionnaire ou contre-révolutionnaire – qui va finalement les détruire.*

La crise gouvernementale hongroise est survenue – en apparence – sous l'effet de forces opposées. Bien qu'en ce qui concerne la nature des choses, ce sont les mêmes forces qui étaient en action :

⁹ Le putsch de Kapp est une tentative de coup d'État menée contre la république de Weimar par des courants conservateurs entre le 13 mars et le 17 mars 1920. Il est mis en échec par une grève générale appelée par les syndicats et les partis de gauche et d'extrême gauche.

La Hongrie elle aussi est sur le chemin d'un équilibre des forces révolutionnaires et contrerévolutionnaires. Sauf que l'affaiblissement de la contrerévolution victorieuse et le renforcement révolutionnaire du prolétariat qui semblait torturé à mort conduit – en apparence – *en direction* du parlementarisme. Le parlement unitaire et homogène des classes contre-révolutionnaires, dont même la social-démocratie de Vanczák¹⁰ a été expulsée, se révèle impuissant. Les classes contre-révolutionnaires ne sont donc plus en situation de gouverner par l'exclusion, par la seule oppression du prolétariat. Et une dictature militaire Horthy-Héjjas,¹¹ en conséquence de ces nouveaux rapports de force, se heurterait encore à une résistance, y compris de la part de la bourgeoisie, de sorte qu'elle ne pourrait pas tenir longtemps. L'idéal actuel (Apponyi)¹² de la contre-révolution hongroise est donc le parlementarisme : la collaboration contrerévolutionnaire avec la social-démocratie.

De cette orientation de l'évolution, on ne doit cependant pas déduire que la Hongrie irait aujourd'hui, dans les

¹⁰ János Vanczák (1870-1932) ouvrier syndicaliste, dirigeant social-démocrate, il fut rédacteur en chef de *Népszava* entre 1920 et 1926, et député de 1922 à 1932. Le régime autoritaire mis en place par l'amiral Miklós Horthy (1868-1957) conserve une apparence démocratique avec une diète, élue en 1920 qui le proclame Régent, où siègent des représentants de l'opposition.

¹¹ Iván Vitéz Héjjas (1890-1950), officier, organisateur de groupes paramilitaires opposés à la République des Conseils, animateur de la terreur blanche, responsable d'atrocités anticomunistes et antisémites.

¹² Comte Albert Apponyi (1846-1933), homme politique (député) et diplomate hongrois, connu pour avoir dirigé la délégation hongroise lors de la signature du traité de Trianon en 1920.

faits, vers la démocratie, le parlementarisme. La défaite de la révolution prolétarienne a exacerbé les oppositions de classe dans une mesure telle que la domination des oppresseurs ne pourrait pas subsister un seul jour sans une dictature militaire à visage découvert ou masqué. La tendance qui indique en apparence la direction vers le parlementarisme n'est qu'un indice de ce que l'équilibre des forces commence déjà à s'établir en Hongrie aussi. *En tant que signe de cet équilibre, elle signifie la même chose que la crise du parlementarisme en Europe centrale.* La différence importante consiste en ce que, alors que là-bas, l'équilibre est la préparation au combat décisif, auquel possiblement appartient la première initiative, et même la première victoire (passée) de la contre-révolution, cela ne peut signifier en Hongrie que le réveil du monde ouvrier de l'hébétude de la défaite, l'éveil de forces nouvelles : *la révolution prolétarienne qui vient, qui approche.*



Annexes

Parti	Elections du 19 janvier 1919			Elections du 6 juin 1920	
	Voix	Sièges		Voix	Sièges
	%	%		%	%
Parti Communiste d'Allemagne (KPD)				2,1	0,96
Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (USPD)	7,6	5,2		17,9	18,08
Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD)	37,9	38,7	coalition	21,6	22,44
Parti démocrate allemand (DDP)	18,6	17,8		8,3	8,5
Parti allemand du centre (Zentrum)	19,7	21,6		13,6	13,94
Parti populaire allemand (DVP)	4,4	4,5		13,9	14,16
Parti populaire national allemand (DNVP)	10,3	10,5		15,1	15,47
Ligue des paysans de Bavière (BBB)	0,9	0,9		4,4	4,36
Parti allemand hanovrien (DHP)	0,3	0,2			
Démocratie ouvrière et paysanne du Schleswig-Holstein (SHBLD)	0,2	0,2			
Alliance électorale provinciale du Brunswick (BLWV)	0,2	0,2			

Résultats du renouvellement du Reichstag allemand le 6 juin 1920

Parti	voix	Sièges
	%	%
Parti socialiste italien	32,3	30,7
Socialistes indépendants	0,6	0,2
Parti socialiste réformateur italien	1,5	1,2
Parti populaire italien	20,5	19,7
Libéraux, démocrates et radicaux	15,9	18,9
Parti social-démocrate italien	11,0	11,8
Union libérale	8,6	8,1
Parti radical italien	2,0	2,4
Parti économique	1,5	1,4
Parti des combattants	4,1	3,9
Radicaux, républicains, socialistes et combattants	1,2	0,0
Parti républicain italien	0,9	1,8

Composition du parlement italien en juin 1920